

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Ici et là

JNF : LE SYMIGA SENSIBILISE SUR LES DROITS DES FEMMES



Photo : SNN/L'Union

Les femmes adhérentes du Syndicat des mines et industries du Gabon (Symiga) – syndicat affilié à la Confédération syndicale des travailleurs du Gabon (CSTG) – viennent de célébrer à leur manière la Journée nationale de la femme (JNF) à Libreville. Au menu, des échanges sur les nouvelles dispositions des Codes civil et pénal portant élimination des violences sur les femmes. Objectif : amener les femmes de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) à être au fait de leurs droits. "Nous avons invité les professionnels de droit afin de nous édifier sur la loi 006/2021 portant élimination des violences faites aux femmes. Ces dispositions nous concernent toutes et nous souhaitons que les femmes de notre entreprise suivent l'évolution des nouvelles dispositions afin d'être les personnes relais au niveau de leurs enfants, de leur entourage", a fait savoir Annick Fleur Batchamamba Boumbandjoka, secrétaire syndicale chargée des questions des femmes au Symiga.

AUFD : JUSTINE JUDITH LEKOGO ÉLUE PCA



Photo : DR

Ancienne ministre déléguée à l'Économie et ancienne présidente du Rotary club (RC) Libreville Doyen, Justine Judith Lekogo vient d'être élue présidente du Conseil d'administration et du Conseil consultatif de l'African united for democracy (AUFD), une ONG américaine et panafricaine à but non lucratif. La native de Franceville, qui succède au Burundais Dr Pacifique Manirakiza, est secondée par l'Américain Myron Golden, ancien directeur de Mission à l'USAID, et membre du Senior service extérieur des États-Unis et actuellement directeur de Programme à l'International law enforcement academy du département d'État américain à Roswell, au Nouveau-Mexique. Quel beau rebond pour cette compatriote passionnée d'entreprenariat technologique !

Par PMM et O.M.R.S

Parité Homme-Femme : les options juridiques des quotas à la disposition du gouvernement

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

La directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre Onu-Femmes a mis hier à la disposition du gouvernement gabonais le guide des options juridiques des quotas à la parité. Oulimata Sarr a en effet remis ce manuel juridique de promotion et de participation des femmes en politique dans la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre à la ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargée des Droits de l'Homme et de l'Égalité des genres, Erlyne Antonela Ndembet-Damas. Il s'agit d'un instrument juridique qui devrait aider le Gabon à mieux apprécier sa place en termes de représentativité des genres.

L'occasion était tout indiquée pour les deux personnalités d'examiner des avancées réalisées par notre pays à travers les 33 mesures phares du Programme gouvernemental "Gabon-Égalité"; tout en explorant ensemble les pistes de solutions devant permettre à l'Onu-Femmes d'appuyer Libreville sur la base de



Photo : DR

Erlyne Antonela Ndembet Damas, ministre de la justice, reçoit Oulimata Sarr, Directrice Régionale ONU-Femmes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

son expertise dans les 24 pays couverts par l'organisme régional spécialisé des Nations unies. Ont été également examinées la question de l'autonomisation des femmes dont Onu-Femmes dispose également d'une expertise avérée et des fonds; la question liée à l'observatoire national de la femme, instrument d'évaluation de la parité dont plusieurs pays se dotent pour surveiller la parité et veiller à ce que les objectifs de développement durable (ODD) soient atteints. Mais aussi tous ces instruments conçus conformément aux mesures devant aider la matérialisation de la

loi portant élimination des violences faites aux femmes, entre autres, le centre d'appels 1 404 et le commissariat d'Akanda, visités également hier par la diplomate onusienne et pour lesquels le gouvernement gabonais affiche une ferme volonté : dupliquer lesdits modèles dans l'ensemble des provinces du pays. Notons que l'Onu-Femmes est sur une lancée d'ouverture d'un Bureau-pays au Gabon. Accédant ainsi à une demande faite à l'organisme onusien en 2021 par la Première dame, Sylvia Bongo Ondimba.

UOB : remise des conclusions des états généraux

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le recteur de l'Université Omar-Bongo (UOB), Pr Mesmin-Noël Soumaho, a réceptionné hier des mains du Comité d'organisation, les conclusions des états généraux de l'institution universitaire tenus du 23 au 27 novembre 2021 à Libreville. Ces assises avaient permis de passer au peigne fin les mille maux qui touchent aux infrastructures, à un système pédagogique aux antipodes de la modernité, au système managérial sinon à la gouvernance de l'UOB.

À cet effet, le président du Comité d'organisation, Jean-



Photo : HNM

Remise du rapport au recteur de l'UOB, hier.

François Owaye, a souligné que "le Comité d'organisation a proposé que vous vous appropriiez le rapport et que vous en fassiez un bréviaire pour la gouvernance et que vous le transmettiez aux plus hautes autorités du pays car, il s'agit d'un levier de concertation

qui peut s'avérer salutaire en ce qu'il rétablit le dialogue entre l'universitaire et les acteurs de la chaîne de décision". Pour sa part, le recteur a indiqué qu'il mettrait en œuvre les différentes recommandations et qu'il les soumettrait à son ministère de tutelle.